

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2019

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

SÉRIE ES

Spécialité

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures + 1 heure - COEFFICIENT : 7 + 2

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.

Ce sujet comporte 16 pages numérotées de 1/16 à 16/16.

Pour l'enseignement obligatoire, le candidat traitera au choix soit la dissertation, s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'épreuve composée.

Pour l'enseignement de spécialité, le candidat traitera au choix l'un des deux sujets de la spécialité pour laquelle il est inscrit :

- Sciences sociales et politiques, pages numérotées de 10/16 à 12/16.
- Économie approfondie, pages numérotées de 13/16 à 16/16.

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Le protectionnisme est-il souhaitable ?

DOCUMENT 1

Droits de douane en pourcentage du prix des produits importés (en %)

	2001	2013
Monde	6,9	4,2
Pays les moins avancés	11,7	9,0
Pays en développement	13,5	6,9
Pays développés	3,2	2,6

Source : d'après CEPPII, 2018.

DOCUMENT 2

La Russie a enregistré le nombre le plus élevé de nouveaux obstacles [au commerce international] en 2016, ce qui porte à 33 le nombre des obstacles existants pour ce pays et le place également à la première place pour ce qui est du nombre total d'obstacles au commerce enregistrés.

Les subventions [...] comptaient parmi les principaux obstacles signalés pour la Russie [...]. Le gouvernement a publié deux décrets prévoyant des aides à l'exportation prélevées sur le budget fédéral en faveur des entreprises des secteurs [automobile et machines agricoles] opérant en Russie.

Le gouvernement a également introduit des restrictions spécifiques à la participation d'entreprises étrangères à des projets d'investissement menés par des entreprises d'État ou des entreprises privées bénéficiant de subventions de l'État. [...]

En outre, la Russie a adopté deux nouveaux obstacles liés à des certifications* concernant le secteur du ciment et le secteur pharmaceutique [...]. Pour le ciment, elle a introduit des exigences de certification obligatoire tout en ne délivrant pas de certificats aux entreprises importatrices (sauf pour le ciment blanc) [...].

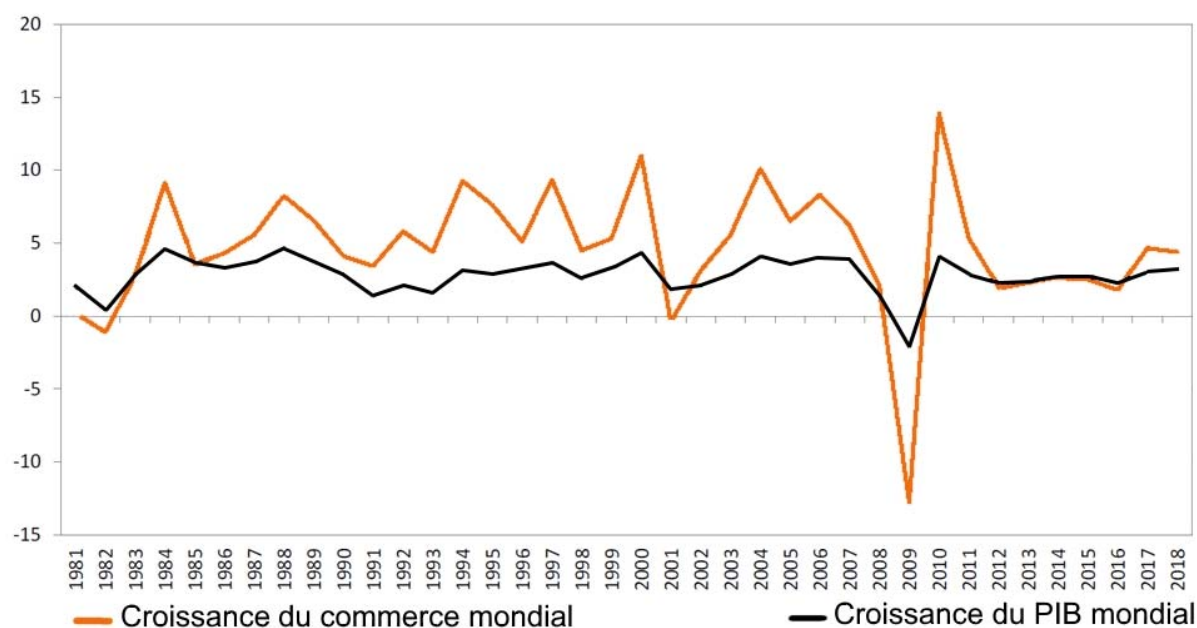
Source : d'après Commission Européenne, 2018.

* Les certifications attestent la conformité de produits à des normes techniques en vigueur dans un pays.

DOCUMENT 3

Évolution en volume du commerce mondial des marchandises et du PIB

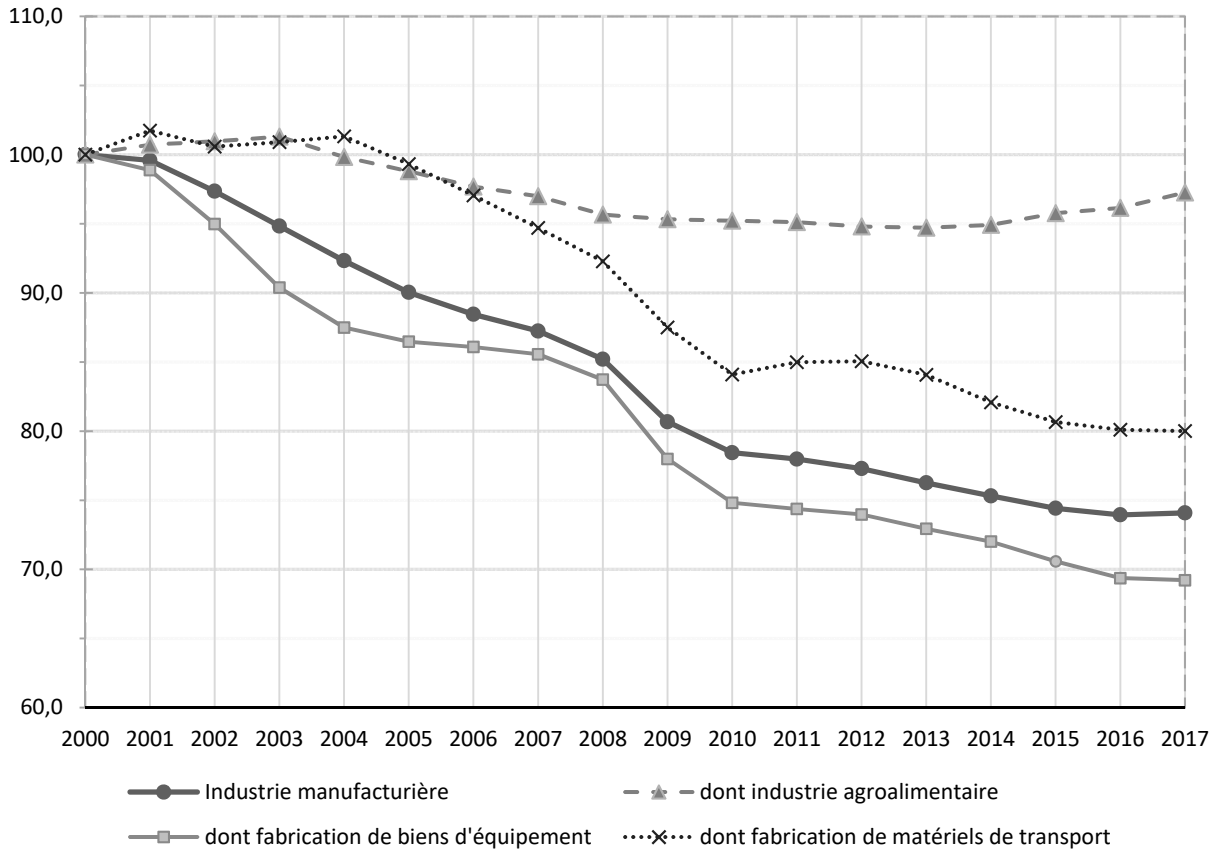
Variation annuelle en %



Source : OMC, 2018.

DOCUMENT 4

Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie manufacturière* (indice base 100 en 2000)



Champ : France, emploi salarié hors intérim dans l'industrie manufacturière.

Source : d'après « L'industrie manufacturière en 2017 », *INSEE Première*, juillet 2018.

* Les industries manufacturières sont des industries de transformation des biens.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement de l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;*
- en exploitant les documents du dossier ;*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

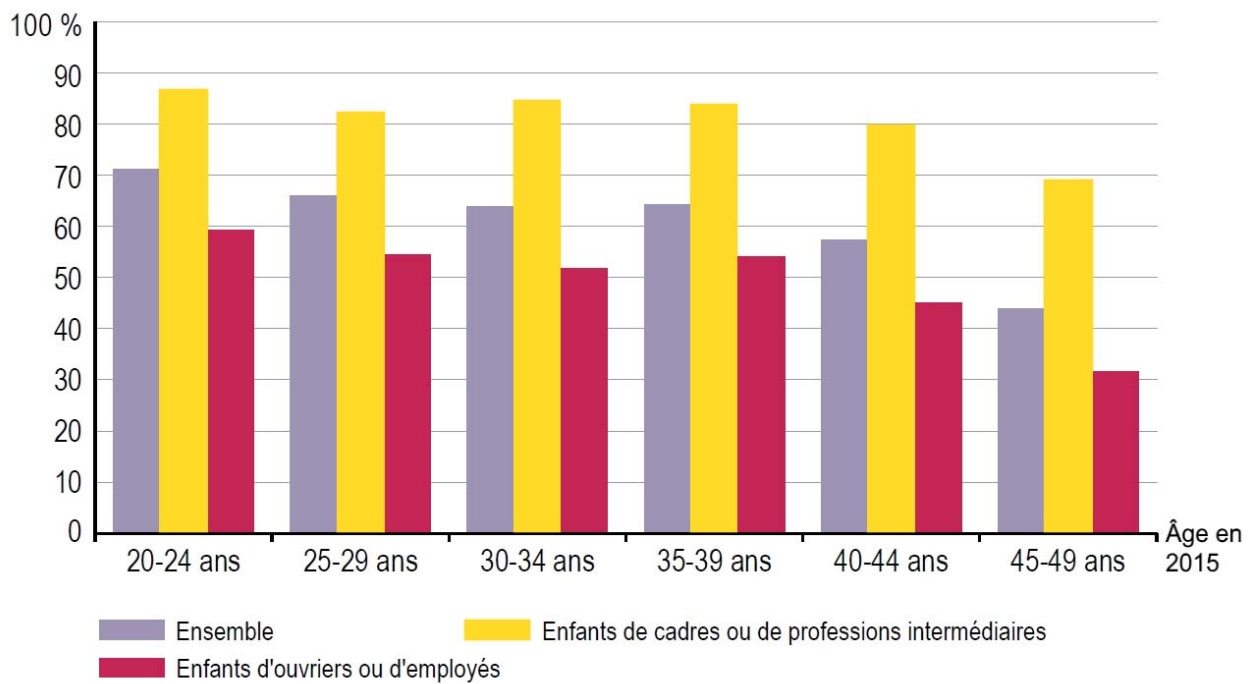
Première partie : Mobilisation des connaissances

1. Vous montrerez que la taxation peut être un outil de préservation de l'environnement. (3 points)
2. Comment l'insuffisance de la demande anticipée peut-elle expliquer le chômage ? (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis vous comparerez la proportion de bacheliers selon la génération et selon le milieu social en 2015.

Part de bacheliers en % selon l'âge et le milieu social en France en 2015



Source : Ministère de l'Enseignement Supérieur, 2017.

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que le travail conserve son rôle d'instance d'intégration sociale.

DOCUMENT 1

**Niveau de vie ¹ et taux de pauvreté ² selon le statut d'activité
en France en 2015**

	Niveau de vie médian (en euros 2015)	Personnes pauvres (en milliers)	Taux de pauvreté (en %)
Actifs occupés	22 500	1 987	7,8
<i>Salariés</i>	22 490	1 475	6,5
<i>Indépendants</i>	22 680	512	17,3
Chômeurs	14 060	1 092	37,6
Retraités	21 080	1 028	7,3
Autres inactifs	15 260	1 977	32,1
Ensemble de la population	20 300	8 875	14,2

Champ : France Métropolitaine.

Source : d'après « Les niveaux de vie en 2015 », *INSEE Première*, septembre 2017.

1 : Le niveau de vie correspond au revenu disponible d'un ménage en tenant compte de sa composition.

2 : Le taux de pauvreté mesure la proportion d'individus appartenant à un ménage dont le niveau de vie est inférieur à un certain pourcentage du niveau de vie médian (ici 60 %).

DOCUMENT 2

Dans nos sociétés, l'intégration professionnelle assure aux individus la reconnaissance de leur travail, au sens de leur contribution à l'œuvre productive, mais aussi, en même temps, la reconnaissance des droits sociaux qui en dérivent.[...] L'exemple des revendications récentes des professionnels des arts et du spectacle en faveur d'une meilleure protection sociale permet de comprendre à quel point l'intégration professionnelle ne passe pas uniquement par l'affirmation de soi dans l'univers du travail, mais qu'elle implique également la reconnaissance de droits dérivés de la logique protectrice de l'État-providence. [...]

On peut donc définir [...] l'intégration professionnelle comme la double assurance de la reconnaissance matérielle et symbolique du travail et de la protection sociale qui découle de l'emploi. On peut estimer que la première condition est remplie lorsque les salariés disent qu'ils éprouvent des satisfactions au travail [...]. La deuxième condition sera remplie si l'emploi exercé n'est pas aléatoire et qu'il implique une certaine durée, autrement dit, lorsqu'il permet au salarié de planifier son avenir. [...] Dans ce cas, les salariés peuvent élaborer des projets de carrière et s'investir dans le travail pour les réaliser. Les satisfactions qu'ils en retirent sont l'expression d'une intégration réussie dans l'entreprise, en particulier dans les relations avec les collègues et les supérieurs hiérarchiques.

Source : *Le salarié de la précarité*, Serge PAUGAM, 2007.

DOCUMENT 3

Quelques indicateurs de relations sociales au travail (en %)

	1998	2016
Être aidé en cas de travail délicat :		
- Par les supérieurs hiérarchiques	59,4	66,3
- Par les collègues	72,4	80,1
Situations de tension dans les rapports :		
- Avec les collègues	21,1	21,2
- Avec le supérieur hiérarchique	30,2	26,3
Avoir pour effectuer son travail correctement :		
- La possibilité de coopérer	86,0	90,8
- Suffisamment de collaborateurs	55,0	61,7
Discussions collectives sur les questions d'organisation du travail	69,0	79,3
Contact avec le public (clients de l'entreprise, usagers des services publics...)	62,3	72,9

Champ : salariés de France métropolitaine.

Source : d'après « Quelles sont les évolutions récentes des conditions de travail et des risques psychosociaux ? », *Dares Analyses*, décembre 2017.

Lecture : en 2016, 90,8 % des salariés déclarent avoir la possibilité de coopérer pour effectuer leur travail correctement.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Sciences sociales et politiques

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- *en construisant une argumentation ;*
- *en exploitant le ou les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte deux documents.

Vous montrerez que les répertoires de l'action politique se transforment.

DOCUMENT 1

Selon le degré d'inventivité de leurs militants, mais aussi en fonction de l'importance que revêt pour elles la médiatisation, des organisations vont se cantonner à un répertoire composé de formes relativement « classiques » et routinières de protestation, tandis que d'autres vont davantage miser sur la nouveauté et le caractère spectaculaire ou perturbateur de leurs actions. [...]

C'est par son travail d'historien que Tilly a tout d'abord forgé le concept de répertoire : son étude de l'évolution des formes de la contestation du XVII^e au XX^e siècle [...] l'a conduit au constat que celles-ci étaient restées relativement stables jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, mais avaient connu une nette transformation à compter du milieu du siècle suivant. Alors que le répertoire en vigueur au cours des XVII^e et XVIII^e siècles prenait place dans un cadre essentiellement communal, engageait des acteurs locaux et se fondait en grande partie sur le patronage (en comptant sur les élites locales pour transmettre les sujets de plainte ou régler les disputes), à partir du milieu du XIX^e [...], le répertoire a lui aussi pris une envergure nationale tout en s'autonomisant.

Source : *Comment lutter ?*, Lilian MATHIEU, 2004.

DOCUMENT 2

Moyens d'expression considérés comme les plus efficaces (en pourcentage du total des réponses apportées)

« Selon vous, qu'est-ce qui permet aux citoyens d'exercer le plus d'influence sur les décisions prises en France ? ». *

	Décembre 2010	Décembre 2013	Décembre 2015	Décembre 2017
Voter aux élections	67	63	58	61
Boycotter des entreprises ou des produits	35	29	41	43
Manifester dans la rue	23	32	31	26
Faire grève	20	23	20	21
Militer dans un parti politique	11	7	8	8
Discuter sur Internet, sur un blog ou un forum	4	4	7	8

Source : d'après « Baromètre de la confiance politique », Opinion Way et CEVIPOF, 2018.

* Les répondants pouvaient donner plusieurs réponses.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Sciences sociales et politiques

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- *en construisant une argumentation ;*
- *en exploitant le ou les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET B

Ce sujet comporte un document.

Comment s'organise la gouvernance multi-niveaux dans l'Union européenne ?

DOCUMENT

L'Union européenne est compétente pour intervenir dans tous les domaines de la politique environnementale, tels que la pollution de l'air et de l'eau, la gestion des déchets et le changement climatique. Son champ d'action est limité par le principe de subsidiarité et l'exigence d'unanimité au sein du Conseil [de l'Union européenne] dans les domaines de la fiscalité, de l'aménagement du territoire, de l'affectation des sols, de la gestion quantitative des ressources hydrauliques, du choix des sources d'énergie et de la structure de l'approvisionnement en énergie. [...]

L'efficacité de la politique environnementale européenne est [...] largement déterminée par sa mise en œuvre à l'échelle nationale, régionale et locale, et sa mise en œuvre et son application insuffisantes restent un problème majeur. [...] Afin de réduire la disparité importante au niveau de la mise en œuvre entre les États membres, le Parlement européen et le Conseil [de l'Union européenne] ont adopté des critères minimaux applicables aux inspections environnementales. [En outre] les États membres doivent prévoir des sanctions pénales effectives, proportionnées et dissuasives pour les infractions environnementales les plus graves. Celles-ci comprennent, par exemple : l'émission ou le rejet illégaux de substances dans l'air, l'eau ou le sol ; le commerce illégal d'animaux sauvages ; le commerce illégal de substances appauvrissant la couche d'ozone ; et le transfert ou le déversement illégaux de déchets.

[Le Parlement a] formulé plusieurs recommandations en vue d'une mise en œuvre plus efficace, telles que la diffusion des bonnes pratiques entre les États membres et entre les autorités régionales et locales. [...] Le Parlement a également mis l'accent sur la nécessité d'appliquer la législation environnementale de l'Union de manière plus rigoureuse.

Source : d'après Parlement Européen, 2018.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Économie approfondie
--

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte deux documents.

Comment la dynamique démographique influence-t-elle l'épargne ?

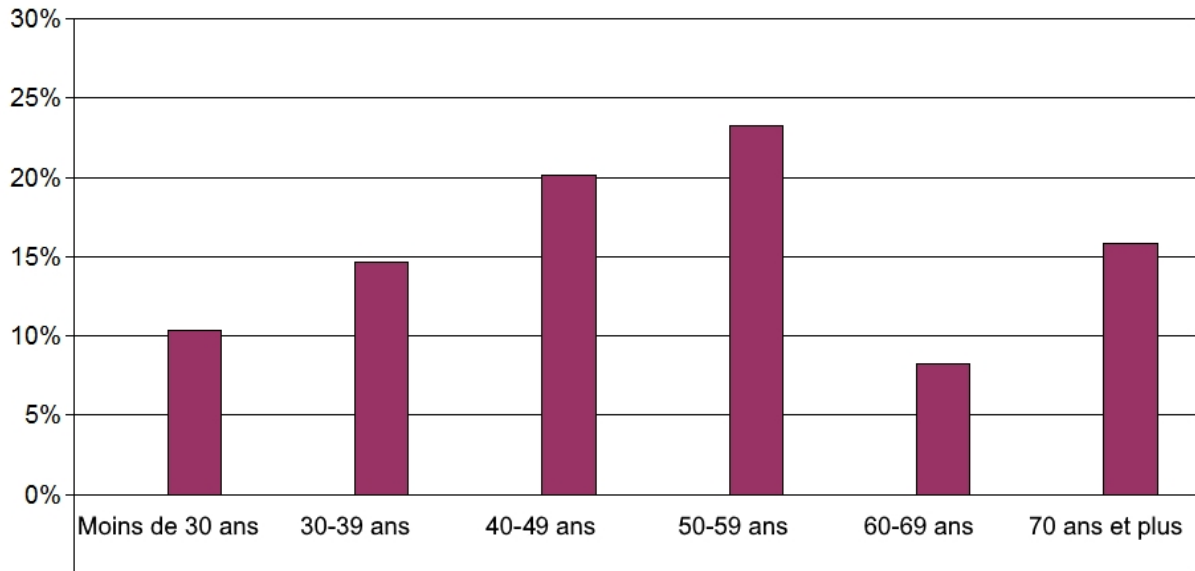
DOCUMENT 1

Les données microéconomiques [...] apparues ces vingt dernières années tendent à suggérer que les personnes âgées désépargnent moins que la version originale de la théorie du cycle de vie ne l'annonce. [...] L'augmentation [de la durée de vie] et l'anticipation d'une retraite plus longue, combinées à l'incertitude entourant le versement des prestations de sécurité sociale, risquent en effet d'inciter les individus à épargner plus tout au long de leur vie professionnelle [...] afin de conserver le même niveau de vie après la fin de leur carrière professionnelle. Cela pourrait également les inciter à rester plus longtemps en activité et à puiser plus tardivement dans leur épargne. Les compétences et la formation devraient aussi jouer un rôle, car les seniors plus diplômés sont beaucoup plus susceptibles de travailler plus longtemps et d'accumuler plus d'épargne [...] qu'ils n'en utiliseront pendant leur retraite. Au final, l'allongement de l'espérance de vie, la réforme des retraites et la proportion croissante de personnes âgées diplômées devraient constituer autant de vecteurs de croissance de l'épargne, les individus souhaitant se préparer à la perspective d'une retraite longue.

Source : « Vieillissement de la population : risque inflationniste ou déflationniste ? », *Econote*, Société Générale, novembre 2016.

DOCUMENT 2

Taux d'épargne des ménages (en %) en 2011 selon l'âge de la personne de référence du ménage



Source : « Revenu, consommation et épargne par catégorie de ménages en 2011. », *Insee Résultats*, novembre 2017.

<p style="text-align: center;">ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Économie approfondie</p>
--

SUJET B

Ce sujet comporte deux documents.

Comment expliquer les crises financières ?

DOCUMENT 1

Dans une situation [d'incertitude], le marché ne fonctionne plus comme un ensemble d'agents prenant leurs décisions indépendamment des autres, mais comme un lieu où les interactions entre les opérateurs sont centrales. Par conséquent, le cours boursier ne représente plus les anticipations des agents concernant les fondamentaux*, mais reflète l'opinion moyenne des intervenants. On trouve déjà cette idée chez Keynes [1936] lorsqu'il écrit : « [Les investisseurs professionnels] se préoccupent non pas de la valeur véritable d'un investissement pour un homme qui l'acquiert afin de le mettre en portefeuille, mais de la valeur que le marché, sous l'influence de la psychologie de masse, lui attribuera trois mois ou un an plus tard. » [...]

On comprend dès lors tout l'intérêt des comportements mimétiques afin d'expliquer l'apparition de bulles [...] : la contagion engendre des polarisations brutales sur certaines opinions. Par conséquent, si l'opinion moyenne, qui avait entraîné initialement la bulle, se modifie en faveur d'une autre opinion, alors la bulle éclatera.

*Source : L'efficience informationnelle des marchés financiers,
Sandrine LARDIC et Valérie MIGNON, 2006.*

* Fondamentaux : éléments objectifs caractérisant la situation réelle de l'entreprise (chiffre d'affaires, patrimoine, endettement...).

DOCUMENT 2

Évolution de l'indice NASDAQ* (base 100 en 1971)



Source : d'après Nasdaq, 2018.

* L'indice NASDAQ, créé en 1971, mesure la valeur moyenne du cours des actions des principales entreprises du secteur des nouvelles technologies aux États-Unis (informatique, Internet, télécommunications, etc.).